

En adaptant sa production et sa consommation à la cartellisation du secteur produisant le bien Y , le revenu des facteurs de production change également dans l'économie. Prenons un exemple. Supposons que le secteur produisant le bien Y emploie une plus forte proportion de capital (machines, ordinateurs, laboratoires, etc.) par travailleur que le secteur fabriquant le bien X . À mesure que le secteur produisant le bien Y régresse, il libère bien plus d'unités de capital que ne peut utiliser facilement le secteur fabriquant le bien X . Par conséquent, le rendement du capital diminuera dans l'économie. Le secteur fabriquant le bien X , cependant, cherchera à employer un plus grand nombre de travailleurs, car il est un secteur à fort coefficient de main-d'œuvre, que celui qui est mis en disponibilité par le secteur produisant le bien Y . En conséquence, les salaires vont augmenter au sein de l'économie et les travailleurs seront en faveur des cartels d'exportation. En outre, les actionnaires et les propriétaires des entreprises membres tirent un avantage en obtenant des rentes produites par les cartels d'exportation, même si le rendement du capital tend à baisser. Dans la section discutant des cartels d'exportation au Japon, nous verrons que cette hypothèse théorique est plausible.

La plupart des pays aiment que des entreprises nationales créent un cartel d'exportation ou s'y joignent. Ils espèrent tirer avantage efficacement de leur puissance commerciale - en exploitant les clients étrangers ou en accaparant des rentes de monopoles au détriment des exportateurs étrangers. La meilleure politique dans le pays d'origine consiste à forcer le cartel d'exportation à vendre ses produits à un prix compétitif sur le marché intérieur (comme celui qui est indiqué par la droite de prix $P_C C_C$ dans la Figure 3).

Toutefois, le problème consiste à trouver un moyen pratique qui permettra de contrôler efficacement le prix sur le marché intérieur tout en autorisant les producteurs à cartelliser les exportations vers des marchés internationaux. En pratique, les gouvernements disposent de certains moyens de réglementer la concurrence au sein d'un secteur de l'industrie, mais leur marge de manoeuvre en vue de rendre ce secteur plus concurrentiel sur son marché intérieur que sur les marchés étrangers est limitée. À cause de cette lacune, le gouvernement se trouve devant un compromis. Plus il permet la cartellisation dans l'ensemble de l'industrie, plus des rentes seront accaparées de la poche des pays étrangers, mais plus les acheteurs nationaux perdront également des avantages aux consommateurs (excédent).

En théorie, le gouvernement peut faire un deuxième choix - le degré parfait de cartellisation a la propriété suivante : une faible augmentation ajoute suffisamment de revenus issus des bénéfices de l'exportation pour compenser la perte sèche supplémentaire qui résulte de l'excédent des consommateurs nationaux. Toutes choses égales d'ailleurs, le degré d'optimisation du bien-être social résultant de la cartellisation correspond à la proportion de la production de l'industrie nationale qui est exportée. En général, la théorie porte que, plus les